



## **Lettre ouverte à Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères**

Monsieur le Ministre,

Je dois vous faire part au nom de notre Association de notre consternation et de notre inquiétude face à l'attitude de la France ces tout derniers jours.

Dans l'affaire de la mystérieuse disparition le 12 juin de trois jeunes colons dans le secteur « hyper sécurisé » et sous total contrôle israélien du Gush Etzion, la France ne s'est pas nettement démarquée de la position israélienne qui en fait porter sans état d'âme et sans preuve la responsabilité sur le Hamas et qui n'a de cesse depuis cette date de multiplier de brutales opérations de ratissage.

Ces opérations se sont traduites à ce jour par six assassinats délibérés et des centaines d'arrestations, cadres du Hamas (dont le président du Conseil législatif palestinien) ou responsables de la résistance populaire et défenseurs des droits de l'Homme. Elles sont systématiquement accompagnées d'exactions à grande échelle à l'encontre des civils : saccage des locaux « perquisitionnés » et vol de matériel comme à l'université de Bir-Zeit, destruction de mobilier, vols d'objets personnels... Ces opérations, d'une ampleur jamais atteinte depuis 2002 en Cisjordanie, qui s'accompagnent de bombardements sur Gaza et du bouclage de toute la Cisjordanie, avec parachutage de troupes autour des villes, sont plus qu'une gigantesque punition collective. Elles relèvent d'une volonté de dévastation de la société palestinienne dont il est facile d'entrevoir les conséquences dramatiques à terme.

Elles ont clairement pour objectif politique immédiat la mise à mort du processus d'entente nationale palestinienne dont la France s'était félicitée.

Or tout se passe comme si une partie de la communauté internationale tétanisée, et en tout cas la France, donnait son feu vert aux autorités israéliennes pour un tel objectif. De même, il est grave que la France détourne son regard de la situation dramatique des détenus administratifs grévistes de la faim et semble avoir renoncé à toute intervention en leur faveur. Elle doit au contraire dénoncer le recours à la détention administrative, pratique érigée en système par les autorités israéliennes qui viole le droit humanitaire et apparaît comme le symbole même de l'arbitraire.

C'est précisément dans ce contexte que le groupe des pays occidentaux a cru devoir présenter une candidature israélienne à la vice-présidence de la commission en charge de la décolonisation à l'AG de l'Onu. Cette candidature a été justement ressentie comme une provocation par les tenants du droit international et nous apparaît en complète contradiction avec les positions constamment réaffirmées de la France de condamnation de la colonisation par Israël des territoires conquis en 1967. Elle ne peut que conforter le gouvernement israélien dans un jusqu'au-boutisme expansionniste éminemment dangereux.

Ce positionnement de la France est incompréhensible et dangereux alors qu'elle avait salué le processus d'entente nationale et que monte aujourd'hui la désespérance d'un peuple humilié comme jamais.

Association France Palestine Solidarité (AFPS), 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Tel : 00 33 (0)1 43 72 15 79. Fax : 00 33 (0)9 56 03 15 79 - Email : [afps@france-palestine.org](mailto:afps@france-palestine.org) Site : [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org)

La France ne doit pas cautionner un jour de plus cette opération militaro-politique destructrice et mystificatrice qui menace de ruiner pour longtemps tous les efforts de paix et d'ajouter au chaos régional grandissant.

Au nom même de son attachement au droit qui lui fait condamner la colonisation israélienne, le gouvernement français doit exercer sur son homologue israélien des pressions à la mesure de la gravité de la situation pour qu'il cesse cet acharnement contre le peuple palestinien et se conforme enfin au droit humanitaire et international. Il doit appuyer la démarche palestinienne de saisie du Conseil de sécurité pour arrêter un engrenage mortifère.

C'est ce que je vous demande aujourd'hui avec gravité. Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en ma profonde considération.

**Tahani Taoufiq, Président de l'Association France Palestine Solidarité**